

Chirac, “ dix ans, ça suffit ! ”

Le 20 janvier, ce sont 300 000 enseignants, jeunes et travailleurs de la fonction publique qui ont manifesté en masse. Les enseignants et lycéens exigeaient ainsi le retrait pur et simple du projet de loi Fillon de destruction du bac et de l'école publique. Ils ont montré leur volonté de combattre la politique de ce gouvernement.

Le 5 février, 600 000 travailleurs du public et du privé, ainsi que des jeunes, lycéens et étudiants, ont manifesté non pas en défense de la loi Aubry dite des 35 heures (qui annualise le temps de travail) mais contre les projets du gouvernement. Ils ont manifesté une fois encore leur disponibilité au combat.

Entre ces deux dates, et plus encore après le 5 février, des grèves d'abord éparpillées, spontanées, et ensuite massives ont éclaté dans nombre de lycées ; ceci malgré l'approche des vacances de février puis leur commencement, et malgré ceux qui, avec les bureaucrates syndicaux, ne voulaient pas combattre avant le 15 février et le début des discussions au Parlement. Un mot d'ordre a commencé d'unifier ces grèves et manifestations : **retrait pur et simple du projet de loi Fillon !**

Au centre de ces mobilisations se pose la question d'en finir avec la politique de destruction des acquis ouvriers et de la jeunesse du gouvernement. La difficulté aujourd'hui c'est de savoir comment chasser Chirac et par quoi le remplacer ?

Front unique contre Chirac, pour le vaincre et le chasser ! Assez de concertation !

Le porte-parole du gouvernement, Copé, a analysé le sens politique de ces manifestations : c'est “ *le rassemblement des non : non à l'assouplissement des 35 heures (en fait l'allongement du temps de travail à 48 heures par semaine), non aux réformes, non au capitalisme, non au référendum européen.* ”

François Copé oublie soigneusement - entre le “ non ” aux réformes et le “ non ” au capitalisme - ce qui tend à cristalliser la mobilisation des travailleurs et de la jeunesse : le “ NON ” à Chirac et à son gouvernement ! C'est cette nécessité d'en finir au plus vite avec Chirac et son gouvernement qui s'était déjà exprimée avec force au printemps 2004 lors des élections régionales et cantonales puis européennes. En votant massivement contre les candidats de Chirac, et pour les candidats du PS et du PCF (ou pour les listes conduites par ces derniers), la population laborieuse avait indiqué sa volonté d'un autre gouvernement, d'un gouvernement sans Chirac ni l'UMP, d'un gouvernement sans parti de la bourgeoisie.

Mais ni les dirigeants du PS et du PCF ni ceux des syndicats ne veulent chasser Chirac. Aussi passent-ils leur temps à négocier avec ce gouvernement en prétendant vouloir “ *forcer le gouvernement à modifier sa politique* ”, ainsi que le dit Bernard Thibault de la CGT : comme si le gouvernement que dirige Chirac, qui s'est déjà attaqué aux retraites, à l'assurance maladie, au droit du travail, pouvait “ *modifier sa politique* ” et assurer un quelconque avenir à la jeunesse en dehors des petits boulots, du chômage et de l'exploitation par les capitalistes !

A l'inverse de cette politique, ce qui est nécessaire aux lycéens et étudiants, aux jeunes travailleurs comme à l'ensemble de la classe ouvrière, c'est d'organiser le combat pour chasser Chirac, c'est à dire de commencer par créer les conditions pour la grève générale de tous les travailleurs :

Assez de négociations ! Chirac et son gouvernement ne peuvent qu'être combattus, avec l'objectif de les chasser !

Ce n'est pas, comme le font Thibault, Mailly (pour FO) et Aschiéri (pour la FSU), de proposer “ *des arrêts de travail, des discussions dans les entreprises.* ” et , avec Hollande (PS), de réclamer tout à la fois le retrait du texte sur l'allongement du temps de travail et *l'ouverture d' “ une négociation avec les syndicats sur le temps de travail.* ”

Ainsi, est-il possible de faire croire – ainsi que l'écrivent les dirigeants de l'UNEF -que l'on pourrait “ *négocier* ” avec Chirac et son gouvernement une “ *bonne* ” loi sur l'école, obtenir de cette majorité, “ *une loi permettant la réussite de tous* ” ?

Dans l'enseignement, il s'agit de créer les conditions de la **grève générale de toute l'Éducation nationale** :

Assez de concertations avec le ministère !

Un seul mot d'ordre :

Retrait pur et simple du projet Fillon !

Sur cette base, la responsabilité des directions syndicales, de l'UNEF, de la FSU, (de la CGT, de FO) ainsi que des partis ouvriers (PS et PCF) est d'organiser **la manifestation centrale à Paris, de toute l'Éducation nationale**, à l'Assemblée nationale, pour imposer le retrait du projet de loi Fillon.

Au-delà, la question décisive est celle du combat pour en finir immédiatement avec Chirac et son gouvernement, du combat pour imposer au PS et au PCF (qui n'en veulent pas) qu'ils constituent un gouvernement sans Chirac, sans représentant de partis et organisations bourgeoises.

S'organiser pour construire l'Organisation Révolutionnaire de la Jeunesse : une nécessité

Tous les jours, le gouvernement Chirac annonce des mesures contre les ouvriers et les jeunes. Il le fait au compte de la bourgeoisie qui a besoin de liquider tous les acquis de la classe ouvrière et de la jeunesse pour maintenir son taux de profit.

Mais, le capitalisme n'a plus d' " avenir " depuis longtemps : c'est un système économique et politique arriéré, dépassé, qui ne peut offrir à la jeunesse que le chômage et les petits boulots, l'insécurité et la répression policière. La recherche du profit est la seule raison qui détermine l'action de chaque patron, de tous les gouvernements en place. Ce système, pour prolonger son existence, ne connaît qu'un moyen : diminuer les salaires, s'attaquer à la Sécurité sociale, aux hôpitaux et à l'école, développer la misère. Ce système ne " va " bien que lorsque la jeunesse et la population laborieuse " vont mal " ! Et pour éviter, ou réprimer, toute révolte, toute mobilisation sur le chemin de la révolution, il renforce les moyens répressifs (police, armée), l'endoctrinement et l'intoxication (presse et télévisions sous contrôle des patrons et du gouvernement, programmes scolaires " épurés,...)

Pour résister, combattre, pour en finir avec ce vieux monde, la jeunesse a besoin d'une organisation qui soit véritablement indépendante de l'État et de l'administration, des dirigeants syndicaux et des partis qui protègent le capitalisme. La jeunesse a besoin d'une organisation qui combatte pour l'unité des syndicats et partis " ouvriers " contre le gouvernement. Pour cela, il faut développer un journal et des cercles de jeunes (jeunes travailleurs, étudiants, lycéens). C'est une telle organisation que " Révoltes " entend construire.

8 février 2005